

La voix de l'Opposition de gauche

A propos de la question de l'unité.

25 août 2012

Cette question en apparence simple à aborder semble poser des difficultés à de nombreux militants, peut-être parce qu'elle ne se pose pas exactement dans les mêmes termes selon le contexte dans lequel elle se pose ou les thèmes qu'elle peut concerner sur le plan national ou international.

De notre côté, nous la traitons dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire, qui est inséparable du combat pour éléver le niveau de conscience politique des masses et leur organisation en ayant pour objectif la prise de pouvoir.

C'est si vous voulez à la fois notre grille de lecture de cette question et selon nous, le meilleur moyen de l'aborder conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au socialisme dont nous nous réclamons. Autrement dit, à notre niveau sur la base du principe qui vient d'être rappelé, qu'est-ce qui détermine qu'une bataille doit être menée et sur quelle orientation politique, c'est là notre unique préoccupation.

Nous considérons que la question essentielle n'est pas de savoir avec qui on est prêt à s'associer le temps d'une bataille sur un thème précis, pour quoi ou dans quel but étant acquis, là en l'occurrence le rejet du TSCG, à condition que chaque formation ou participant à un front commun conserve sa liberté de parole et d'action, cette condition étant non négociable.

En 2005, j'avais indiqué que rien n'interdisait en principe de s'associer avec des formations politiques avec lesquelles nous sommes en désaccord ou qui sont étrangères au mouvement ouvrier, à partir du moment qu'on mène la bataille contre le TCE sur une orientation politique correcte, qui ne laisse place à aucune illusion dans le régime en place, donc en la situant dans la perspective de la liquidation des institutions de la Ve République.

Prenons un exemple.

Je ne reproche pas au POI de mener des batailles avec des gens classés à droite, Marx et Lénine l'avaient fait avant eux, je leur reproche leur propre ligne politique, dans la mesure où ils se sentent obligés de la droitiser pour réaliser un front commun, ce qui de notre point de vue - qui coïncide avec la priorité de construire le parti et la défense du socialisme, quelle que soit l'issue de cette bataille d'empêcher les militants et les travailleurs qui y auront participé d'en tirer le moindre enseignement politique, autrement dit à l'arrivée de l'avoir menée pour rien.

Sur la question du TSCG (et du MES), nous sommes évidemment pour son rejet, par contre nous sommes opposés à l'orientation politique dans laquelle le PO situe cette bataille puisqu'elle consiste à entretenir des illusions dans les députés, le PS, les institutions de la Ve République.

J'ai indiqué aux militants que nous pouvions nous associer à cette bataille au côté du POI et d'autres formations politiques, mais sur notre propre orientation politique tournée contre les institutions de la Ve République. Leur pétition reprenant leur orientation politique opportuniste en direction des députés, nous avons décidé de ne pas la signer.

Ainsi de notre côté sur cette question les choses sont parfaitement claires, nous ne pratiquons pas le double langage et nous en faisons la démonstration.

S'agissant de la question syrienne.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier n'a pris une initiative pour rassembler le mouvement ouvrier, les travailleurs et les opposants à l'engagement militaire du gouvernement français au côté de l'impérialisme américain et britannique notamment contre la souveraineté de la Syrie.

Le Comité Valmy propose de signer un appel adressé au Français, ce sont ses termes, destiné à faire cesser cette guerre orchestrée, financée, armée par les principales puissances occidentales dont les monarchies dégénérées du Golfe sont les courroies de transmission.

Cet appel s'adresse principalement aux autorités françaises, dont la responsabilité dans cette guerre coloniale qui ne veut pas dire son nom est établie. C'est pour nous l'essentiel, la mise en lumière du caractère réactionnaire du PS et son gouvernement, conformément au principe qui guide notre action et qui a été rappelé précédemment.

Si nous ne partageons pas certaines formulations figurant dans cet appel, elles appartiennent à leurs auteurs et c'est leur droit, nous les considérons comme secondaires à partir du moment où nous conservons notre propre liberté de parole et d'action.

Cela étant énoncé, nous pouvons signer cet appel, d'une part parce que nous partageons son objectif, l'arrêt immédiat des opérations militaires des puissances occidentales dont la France contre la Syrie, d'autre part parce que cela ne nous interdit pas de mener cette bataille sur la base de notre propre orientation politique, qui consiste à mettre en évidence la véritable nature sociale du PS qui dirige les institutions, afin que les travailleurs comprennent ou parviennent à la conclusion qu'il n'y a rien à en attendre et que l'issue politique à la crise du capitalisme nécessite le renversement des institutions de la Ve République autant que la rupture avec le PS et ses satellites contre-révolutionnaires.

N'était-ce pas contradictoire de refuser de signer la pétition du POI pour le rejet du TSCG adressée à Hollande et aux députés, et de signer cet appel qui s'adresse aux autorités françaises, donc à Hollande et son gouvernement ?

La différence entre les deux essentielle à nos yeux au-delà de ce qui a été évoqué plus haut, réside dans le fait que la ratification du TSCG est pour ainsi dire acquise, puisque dans l'hypothèse où une poignée, quelques dizaines de députés du PS, du Front de gauche et de EELV s'abstenaient ou votaient contre, l'immense majorité des députés centristes et de l'UMP voteront en chœur avec ceux du PS acquis au TSCG. Dès lors on ne voit par quel miracle le TSCG ne serait pas adopté dans les semaines à venir.

De plus, si l'on pouvait se saisir du TSCG pour mener une bataille contre les institutions et les partis qui les soutiennent dans le but d'éduquer les masses et construire le parti, il ne faut pas se raconter d'histoires comme le fait le POI, ce traité ne changerait rien ou peu de choses dans la mesure où une politique d'austérité est déjà en place dans le pays depuis des années, ce que le POI passe souvent sous silence, maintenant que le TSCG serve à l'amplifier, on ne le nie pas, le gouvernement en place ou un autre continuerait d'appliquer la même politique avec ou sans TSCG, à notre connaissance le rejet du TCE en 2005 n'a rien changé à la politique antisociale conduite par Chirac jusqu'en 2007. Du 29 mai 2005 au 4 février 2008, date à laquelle les parlementaires ont ratifié le traité de

Lisbonne, les députés ont continué d'adopter les directives de la Commission européenne comme si de rien n'était.

On pourrait nous objecter que l'objet de ces traités européens avait une autre dimension ou portée en relation avec la construction de l'UE et la liquidation des Etats qui la composent, et que pour cette raison il fallait tout faire pour empêcher qu'ils ne soient ratifiés. Sur quelle analyse se fonde cette argumentation ? Sur le fait qu'à terme les Etats souverains en Europe disparaîtraient au profit d'un organisme supranational, l'Union européenne.

Question : est-ce sérieusement envisageable que tous les Etats disparaissent ? Les conditions existeront-elles un jour pour parvenir à cet objectif ? Qui est à l'initiative de la construction européenne ? Quelles étaient et quelle sont encore les intentions de leurs auteurs ? Les Américains est la réponse à l'avant-dernière question. Dans le but de construire un puissant Etat européen qui lui ferait ensuite concurrence sur le marché mondial ou plutôt pour liquider des concurrents potentiels de ses multinationales afin de conserver son hégémonie, l'UE n'étant pas une fin en soi mais uniquement un moyen pour parvenir à ses fins ?

Le POI considère que pour l'impérialisme américain et les gouvernements européens qui lui sont subordonnés l'UE est une fin en soi, leur ultime objectif. Après bien des hésitations et maintes réflexions, j'en suis arrivé à la conclusion que cela ne pouvait être le cas, pas davantage d'ailleurs que dans les autres continents où les Etats ont commencé à mettre en place des institutions similaires, aucun n'envisage de se fondre dans ces institutions et de disparaître. Paradoxalement, il existe dans le monde davantage d'Etats en 2012 qu'il y a 20 ou 50 ans, donc analyser la situation mondiale et en déduire que l'heure de la disparition des Etats aurait sonné est une pure vue de l'esprit ou dénote un aveuglement dogmatique, une incompréhension profonde de l'évolution du capitalisme mondiale.

L'objectif de l'UE est principalement de soumettre le prolétariat européen au capital en réduisant le coût de sa force de travail de manière à ce que les capitalistes en tirent un profit maximum, tout en réduisant ses droits démocratiques et politiques pour lui interdire toute issue politique en dehors ou au-delà du capitalisme. Si leur objectif était vraiment de construire un Etat européen, une fois adopté l'euro ou simultanément, ils se seraient dotés d'une fiscalité commune pour avancer rapidement vers cet objectif au lieu de laisser régner l'anarchie dans l'UE, quitte à l'accompagner de mesures spécifiques à chaque pays pour en atténuer les effets pervers sur leurs économie ou dévastateurs sur le plan social. On a pu observer depuis quelques années que certains pays de l'UE avaient modifié unilatéralement leurs taux de TVA, ce qui montre bien qu'une modification ou une harmonisation des taux de TVA en Europe était possible entre les différents Etats, s'ils ne l'ont pas fait c'est parce que cela ne correspondait pas à leur objectif voilà tout.

Par contre, la question de l'intervention militaire directe de l'impérialisme français en Syrie n'est pas encore tranchée et elle peut avoir une portée gigantesque à l'échelle mondiale selon la position adoptée par Hollande. C'est à ce titre que nous soutenons l'appel du Comité Valmy.

Cet appel précise qu'il ne s'agit pas de soutenir le régime en place, mais d'interdire à des puissances étrangères de décider à la place du peuple syrien son avenir, de la même manière que la condamnation de l'agression militaire contre l'Irak n'avait pas pour fonction de soutenir Saddam Hussein.

Qu'on ne se méprenne pas, il ne s'agit de s'associer à un front anti-impérialiste au côté de formations politiques ou de personnalités qui le reste du temps sont opposés au socialisme ou le combattent au côté de leur propre bourgeoisie.

Face à l'impuissance, à la neutralité ou la démission des partis ouvriers ou pire encore (NPA), ne sachant pas à l'avance dans quelle direction va évoluer la situation en Syrie et dans la région au risque d'embraser le monde, il nous semble opportun aujourd'hui de prendre position et de soutenir une initiative qui respecte le droit légitime du peuple syrien à décider lui-même son présent et son avenir, qui rejette tout engagement militaire du gouvernement français en notre nom.

A ceux qui nous accusent d'être sectaire ou dogmatique, nous répondons que la question de l'unité se pose dans le temps en fonction d'un certain nombre de facteurs et de leurs rapports, et non en fonction d'un principe immuable ou gravé dans le marbre.